

**STRICTEMENT CONFIDENTIEL – ne pas publier ni diffuser avant le 28 avril 2014**

**Des négociations secrètes menacent les services publics dans 50 pays**

*L'Accord sur le commerce des services permettra aux entreprises d'engranger
des bénéfices en toute impunité*

Aujourd'hui, les membres de la société civile sont descendus dans les rues du monde entier afin de protester contre la reprise des négociations secrètes sur l'Accord sur le commerce des services (ACS), à Genève, en Suisse.

Les usagers des services publics et les travailleurs/euses du secteur public exigent plus de transparence sur ce vaste accord commercial, et la garantie qu'il n'entraînera aucune répercussion sur l'offre de services publics. Ils transmettront également aux dirigeants des gouvernements une lettre de protestation, signée par plus de 350 organisations de plus de 115 pays.

« Cette tentative vise à étendre secrètement les parties les plus nuisibles de cet odieux AGCS, qui avait déjà déclenché une vague de protestations dans le monde entier. », a déclaré Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics (PSI), lors de la principale manifestation organisée aujourd'hui, dans les rues de Genève. « L'objectif des services publics n'est pas de permettre aux grandes multinationales d'engranger des bénéfices. Assurer la pérennité des privatisations, même manquées, illustre la folie pure vers laquelle tend l'idéologie de libre marché. »

Et d'ajouter : « il s'avère fondamentalement antidémocratique pour les parlements de remettre de façon permanente le mandat démocratique du peuple entre les mains des multinationales. »

En/Au/A/Aux ***[insérer votre pays]***, un(e) représentant(e) de/de la/du ***[insérer nom/titre/syndicat]***­, a déclaré : « Notre gouvernement doit immédiatement publier le texte en négociation de façon à ce que le grand public puisse comprendre les conséquences potentielles sur notre quotidien. »

Selon la première étude sur ces négociations secrètes, cet accord pourrait empêcher les futurs gouvernements de fournir les services publics essentiels, tels que ***[insérer un exemple parlant à l'échelle locale ayant des conséquences sur la santé ou la garde d'enfants, l'énergie, l'eau, les services postaux, etc.]***

Dans le nouveau rapport « L'ACS contre les services publics », les chercheurs ont mis en lumière de quelle façon l'Accord sur le commerce des services viendrait pérenniser toute privatisation actuelle ou future des services publics. En vertu de cette proposition d'accord, les futurs gouvernements pourraient se voir dans l'incapacité de replacer les services publics sous la coupe de l'Etat, et ce, même en cas d'échec de la privatisation d'un service public. Cet accord pourrait également venir limiter la capacité des gouvernements à réglementer les secteurs clés, tels que le secteur financier, l'énergie, les télécommunications ou encore les flux de données transfrontaliers.

A Bruxelles, Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général adjoint de la Fédération Syndicale européenne des Services Publics (FSESP), a déclaré : « Avec cet accord, les gouvernements se retrouveront pieds et poings liés, et ce, quels que soient le vainqueur des élections ou les décisions des tribunaux. Si la Commission européenne n'a vraiment rien à cacher, elle doit sans délai lever le voile sur ces négociations. »

A Londres, Dave Prentis, Secrétaire général d'UNISON, est revenu sur l'expérience du Royaume-Uni. « Les privatisations du service national de santé et des services de métro londonien se sont avérées désastreuses sur le plan financier. Si notre gouvernement se retrouve impuissant et doit nous empêcher d'intervenir dans le cadre d'échecs de privatisations, les entreprises recevront alors le feu vert pour nous embarquer tous dans une aventure onéreuse », a-t-il déclaré.

Ce rapport a été rédigé par Scott Sinclair, du Centre canadien de politiques alternatives, et Hadrian Mertins-Kirkwood, de l'Institut d'économie politique, à la Carleton University.

**Télécharger le rapport « L'ACS contre les services publics » sur** [**www.world-psi.org/fr/ACS**](http://www.world-psi.org/fr/ACS)

*FIN*

Pour de plus amples informations, veuillez contacter : ***[Insérer le nom/adresse courriel/téléphone]***